

Ne soyez pas dupes !

La société civile dit NON à l' « agriculture intelligente face au climat » et exhorte les décideurs à soutenir l'agroécologie

Nous, soussignés, appartenons à des organisations de la société civile, parmi lesquelles figurent des mouvements sociaux, des organisations paysannes et des organisations confessionnelles originaires du monde entier. Notre action vise à lutter contre les conséquences du changement climatique qui affectent les systèmes agricoles et alimentaires et menacent la sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de personnes. A l'approche de la COP21 qui se tiendra cette année à Paris, nous nous félicitons que soient reconnus de façon croissante l'urgence d'adapter les systèmes alimentaires au changement climatique et le rôle clef joué par l'agroécologie pour assurer la souveraineté alimentaire et semencière tout en contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Cependant, malgré ces signaux encourageants, nous éprouvons de profondes préoccupations face à la place grandissante accordée au concept d'« agriculture intelligente face au climat » (CSA – Climate Smart Agriculture) et à son Alliance Mondiale (GACSA – Global Alliance for Climate Smart Agriculture). A ce jour, les dérèglements climatiques constituent la menace la plus importante et la plus imminente à laquelle nos sociétés doivent faire face. Une transformation radicale de nos systèmes actuels de production alimentaire est nécessaire. Elle implique l'abandon du modèle industriel et des fausses solutions qui y sont associées et la mise en œuvre d'une réforme agraire intégrale favorisant les systèmes alimentaires locaux et garantissant la souveraineté alimentaire. Nous exhortons donc les décideurs politiques à rejeter la rhétorique dangereuse de l'« agriculture intelligente face au climat », tant à l'échelle nationale qu'internationale.

L'« agriculture intelligente face au climat » ne doit pas être confondue avec l'agroécologie¹ qui repose sur une approche holistique de l'agriculture. Fondée sur des pratiques écologiques et des principes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de souveraineté alimentaire et de justice alimentaires, l'agroécologie cherche à améliorer les systèmes agricoles en utilisant de façon raisonnée les ressources naturelles plutôt que de recourir aux intrants externes. Elle place les petits producteurs et l'agriculture familiale au cœur de la production alimentaire locale et nationale en se basant sur leurs connaissances et pratiques traditionnelles ainsi que sur leurs innovations et non sur des techniques imposées « d'en haut ». Cette approche repose sur la participation des paysans et fait de la nature un allié de poids. Elle permet de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des sols sains ainsi que la préservation des ressources aquifères tout en augmentant les revenus et la résilience face au changement climatique et en améliorant qui plus est la biodiversité et la diversité des cultures. Les gouvernements doivent admettre que les approches industrielles qui dégradent les sols, la santé et la capacité de rétention d'eau des sols, qui polluent les systèmes hydrauliques, empoisonnent la nature et créent une dépendance envers les intrants externes tout en appauvrissant la biodiversité et les écosystèmes sont non seulement nocives et inutiles, mais aussi profondément inadaptées à une planète touchée par la faim, les crises écologiques et le changement climatique.

« L'agriculture intelligente face au climat » peut apparaître comme un concept prometteur mais a en réalité été forgée à des fins politiques. Cette approche ne précise en aucun cas les critères qui permettraient de définir ce qui peut ou ne peut pas être qualifié comme « réponse intelligente » au changement climatique. Ainsi, les sociétés de l'agrobusiness qui prônent l'utilisation d'engrais chimiques, la production de viande industrielle et l'agriculture industrielle à grande échelle – processus admis comme contribuant largement au changement climatique et nuisant à la résilience des systèmes agricoles – peuvent se targuer (et le font) de fournir des réponses « intelligentes » au changement climatique. En prétendant englober tous les modèles d'agriculture – parce qu'elle ne développe aucun critère de protection sociale ou environnementale et ne priorise pas les droits et les savoirs des paysans et agriculteurs qui sont des éléments-clés pour leur permettre de s'adapter et de lutter contre les changements climatiques – la notion d'« agriculture intelligente face au climat » menace de saper l'approche agro-écologique telle que définie par les spécialistes² et met en péril son développement futur et sa généralisation.

Lancée il y a un an, la GACSA redouble désormais d'efforts pour étendre la portée de son action et recruter de nouveaux membres. Des groupes de travail (Action Groups) ont d'ores et déjà été établis et des objectifs élaborés. Au 20 juillet 2015, l'Alliance ne comptait parmi ses membres que 21 pays – dont 10 pays dits « en voie de développement » et trois organisations paysannes, un saisissant contraste avec la forte représentation d'acteurs du secteur privé. Si quelques organisations de la société civile et des mouvements sociaux ruraux l'ont rejetée dès le début, d'autres ont essayé à plusieurs reprises de s'engager auprès de la GACSA^{3,4} afin de réduire la menace du recours au greenwashing et aux fausses solutions. Malgré tous les efforts déployés, ces préoccupations sont le plus

¹ Cf. la *Déclaration du forum international sur l'agroécologie*. Nyéléni, Mali 27 février 2015

² Ibidem

³ Lettre 1 : <http://www.climatesmartagconcerns.info/francais.html>

⁴ Lettre 2 : <http://www.climatesmartagconcerns.info/rejection-letter.html>

souvent restées lettre morte, comme le concluait récemment un article publié par l'IDDRI⁵ (Institut du Développement Durable et des Relations Internationales). Au contraire même, plusieurs acteurs du secteur agricole parmi les moins intéressés par les questions environnementales – 60% des membres du secteur privé de l'alliance opèrent dans le secteur des engrais⁶ – ont été accueillis dans l'alliance. Certaines multinationales dont les impacts sociaux et environnementaux de leurs opérations sont questionnables, telles que Monsanto, Walmart et McDonald's⁷, ont même lancé leurs propres programmes « d'agriculture intelligente face au climat ».

Alors que l'Organisation des Nations Unies intensifie les actions relatives au climat en vue de la COP21 et au-delà, nous souhaitons que les Etats reconnaissent que la voie de « l'agriculture intelligente face au climat » risque de compromettre non seulement notre capacité à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle mais aussi la nécessaire transformation radicale de nos systèmes agricoles dont le monde a dès à présent besoin. Sans définition, critères, normes, mesures de protection ou critères d'exclusion, ce concept est tout simplement dangereux et vide de sens. Il ne devrait donc pas figurer au nombre des stratégies de lutte contre le changement climatique. D'autant plus que la GACSA n'est tenue responsable devant aucune structure des Nations Unies en charge de la sécurité alimentaire, du climat et de l'agriculture.

Des milliards de dollars sont dès à présent rassemblés pour alimenter les nouveaux instruments de la finance climatique. Pour respecter leurs engagements financiers⁸, les Etats les plus riches risquent de financer des projets et des programmes qui utiliseront ces ressources afin de d'alimenter de « fausses solutions » dans des pays où ils ont des intérêts particuliers. Par conséquent :

- Suite au lancement du programme de travail du Fonds Vert pour le Climat (FVC), nous nous félicitons de l'importance accordée à l'adaptation. Puisque l'agriculture sera l'un des éléments centraux de ce programme, nous encourageons les responsables du FVC à ne pas accréditer de programme de travail ni d'institution qui s'appuierait sur l' « agriculture intelligente face au climat ». En lieu et place, nous les incitons fortement à soutenir les solutions développées par les communautés elles-mêmes, telles que l'agroécologie.
- L' « agenda des solutions »⁹ – dont l'objectif est de démontrer l'engagement des acteurs non étatiques de parvenir à un nouvel accord juridique ambitieux en 2015 et qui pourrait faire partie du document produit par la COP 21 au côté de l'accord négocié – est en cours d'élaboration. Nous insistons pour que les gouvernements ne reconnaissent pas l' « agriculture intelligente face au climat » comme solution possible au changement climatique. Nous insistons également pour qu'ils n'identifient pas toute autre initiative qui figurerait dans « l'agenda des solutions » comme faisant partie de ce concept.

Nous vivons actuellement un moment crucial. Les véritables solutions au changement climatique doivent faire l'objet d'un accord et être adoptées rapidement. Nous enjoignons donc les décideurs à se dresser contre les fausses solutions et le greenwashing opéré sous la bannière de l' « agriculture intelligente face au climat ». Nous leur demandons d'avoir le courage de reconnaître et de promouvoir le rôle fondamental de l'agroécologie afin de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la souveraineté alimentaire face au changement climatique, de lutter contre la raréfaction des ressources et de relever les défis posés par une demande croissante. Les processus internationaux et régionaux qui font suite aux réunions du Symposium sur l'agroécologie de la FAO – qui s'est tenu en septembre 2014 –, le prochain rapport sur le « Développement agricole durable » du Groupe d'Experts de Haut Niveau du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale ainsi que la récente déclaration du Forum International sur l'Agroécologie tenu à Nyéléni fournissent une occasion unique de consacrer l'agroécologie comme pilier fondamental de toute politique agricole à travers le monde. Des solutions alternatives, soutenues et développées par les communautés, les organisations de la société civile, les mouvements sociaux, les paysans ou encore les organisations confessionnelles, ont fait leurs preuves dans la lutte contre le changement climatique. Nous en appelons donc à tous les décideurs pour que soit reconnu ce large éventail d'actions concrètes, afin qu'une attention particulière leur soit prêtée au lieu de succomber aux initiatives globales et aux approches 'descendantes' reposant sur des modèles obsolètes.

Nous lançons donc un appel aux décideurs pour que l'agroécologie soit intégrée à l'ensemble des processus relatifs à l'agriculture et au changement climatique tant au sein des Nations Unies qu'à l'échelle nationale.

⁵ IDDRI, "Ensuring transparency and accountability of the Global Alliance for Climate Smart Agriculture in the perspective of COP21", juillet 2015

⁶ Que ce soit par l'adhésion directe de sociétés industrielles du secteur des engrais (Haifa Chemicals Ltd., Yara and the Mosaic Company) et/ou par leurs différentes sociétés chapeau (telles que Fertilizers Europe, The Fertilizer Institute, The international Fertilizer Industry association...) in CIDSE, « Climate-Smart revolution... or a new era of green-washing? », briefing, mai 2015

⁷ Monsanto: <http://discover.monsanto.com/posts/approaching-climate-smart-agriculture-perspective-systems/>; Walmart : <http://news.walmart.com/news-archive/2014/10/06/walmart-announces-new-commitment-to-a-sustainable-food-system-at-global-milestone-meeting>; McDonalds: <http://news.mcdonalds.com/Corporate/manual-releases/2014/McDonald's-CEO-to-Speak-at-United-Nations-Climate>

⁹ <http://climateaction.unfccc.int/> Actuellement, on ne sait toujours pas si le programme d'action entrera dans le texte des négociations et sera alors « institutionnalisé » suite à la réunion de Paris.